l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 01/03/2021

8 mars : journée de lutte pour les droits des femmes

Lundi prochain 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Et cette année, on a une raison de plus de donner de l'ampleur aux rassemblements, manifestations ou grèves prévues ce jour-là : les retombées de la crise sanitaire ne font que creuser les inégalités, dont celle, criante, entre les hommes et les femmes.

Une crise qui frappe plus durement les femmes

Cette crise sanitaire qui dure déjà depuis un an a plongé dans la pauvreté les plus précaires, dont en premier lieu les femmes : les femmes travailleuses dont les salaires sont plus bas que ceux des hommes et qui sont plus nombreuses dans les emplois précaires, les retraitées dont beaucoup ont des retraites de misère, amputées souvent par des années sans emploi. Et elles sont plus vulnérables économiquement, malgré leur rôle essentiel de « première de corvée », car elles sont très majoritaires dans les services ou le tourisme, touchés de plein fouet. En octobre dernier, un rapport du FMI pointait les effets inégaux de la crise au niveau mondial. Ce que confirmait une récente enquête menée sur l'impact de la pandémie sur l'égalité femme-homme au travail, et qui révélait que la crise affecte plus durement les femmes et leur moral.

L'année passée a également été marquée par les restrictions de nos libertés de déplacement, couvre-feux ou confinements, dont l'utilité sanitaire est contestable lorsqu'il faut s'entasser dans les transports en commun pour aller travailler. Mais qui a eu surtout la charge des enfants dans les périodes sans école, quand la cantine y était fermée ?

Les statistiques ont pointé à quel point ces mesures ont provoqué une hausse considérable des violences faites aux femmes. Les signalements ont augmenté de 36 % au printemps 2020, puis de 60 % lors du deuxième confinement, par rapport à 2019. Des hausses similaires ont été enregistrées ailleurs comme en Espagne ou au Brésil.

La montée d'idées réactionnaires et la riposte

Chaque crise économique est aussi synonyme de reculs pour les droits fondamentaux, comme ceux des femmes pour leur émancipation. C'est le cas en Pologne, où, fin 2020, le gouvernement ultra-conservateur a décidé l'interdiction de l'avortement. Mais cela a fait descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes cet automne et de nouvelles manifestations ont eu lieu le 27 janvier dernier.

En France, une récente proposition de loi visant à améliorer le droit à l'avortement a été retirée suite à l'obstruction des parlementaires Les Républicains. Alors que par ailleurs les possibilités d'accueil des centres d'IVG ont été réduites. Et les manifestations se sont multipliées contre les fermetures de centres.

L'exemple de *Metoo* dans le monde

Malgré les restrictions de cette période de pandémie, au Maroc, c'est le viol d'une petite fille de cinq ans qui a suscité une mobilisation. Au Nigeria, c'est celui d'une étudiante, puis de nombreux témoignages de victimes qui ont levé une vague d'indignation, dans ce pays où le code civil autorise les hommes à battre leur femme pour les « corriger ».

Le 30 décembre dernier, en Argentine, c'est avec des cris de joie que des dizaines de milliers de manifestants défilaient dans les rues : après des années de combat, une loi autorisant l'avortement était enfin imposée.

Et ce qui vient aussi de marquer l'actualité en France ce sont, en juillet dernier, des rassemblements réunissant des milliers de personnes pour dénoncer la nomination des nouveaux ministres Darmanin et Dupond-Moretti, au cri de « un violeur à l'Intérieur, un complice à la Justice ».

Les acquis des luttes, comme les droits féministes peuvent être constamment remis en cause par les gouvernements successifs. La mobilisation de toutes et de tous pour défendre l'égalité et obtenir de nouveaux droits est donc toujours nécessaire, le 8 mars et au-delà, car elle fait partie d'un mouvement d'ensemble pour une société plus juste et égalitaire, débarrassé du capitalisme et du patriarcat.

À Besançon, deux rassemblements sont organisés esplanade des Droits de l'homme (cour de la mairie) :
– samedi 6 mars à 14 heures 30 à l'initiative d'organisations féministes
– lundi 8 mars à 15 heures à l'appel de syndicats

Plan blanc à Novillars

Deux pavillons ont été touchés par le Covid, la MAS et l'Aubier. Plusieurs patients sont malades, ainsi qu'une partie du personnel.

Avec la casse des hôpitaux, il n'est plus possible de faire face à un problème sans modifier tout le fonctionnement des structures. La direction a donc déclenché le plan blanc.

Alors que le gouvernement fait mine de prendre au sérieux les conséquences psychologiques de la crise et promet faire le nécessaire pour offrir une prise en charge renforcée des personnes en souffrance, Novillars ferme des pavillons et réduit au maximum les structures extérieures, voire les ferme. Les collègues doivent ainsi remplacer le personnel de la MAS et de l'Aubier au pied levé, sans connaître ni les patients ni les unités.

Quant aux patients suivis en extra, tant pis pour eux. Mais la direction est tombée cette fois-ci sur un os, les personnes reçues au Catalpa ont ameuté la presse. Malheureusement, ce n'est pas le cas des autres patients des CMP et des foyers, que les hôpitaux ont abandonnés depuis un an mais trop malades pour faire ce type de recours.

Avant, pendant et après

Si le CHS compte de nombreux arrêts de travail, peu sont dus au Covid. Certains collègues sont arrêtés pour des problèmes de santé plus graves, d'autres pour congés maternité et certains postes vacants le sont en raison de départs à la retraite… Si la situation est tendue, c'est que rien n'a été anticipé et que la direction, malgré ses dires, n'embauche pas. La crise sanitaire n'y est pour rien et si nous laissons faire, cette situation qui existait déjà avant l'épidémie perdurera après.

La crise sanitaire a bon dos

Sous prétexte que nous sommes en pleine crise sanitaire, la direction et certains cadres n'hésitent pas à annuler des congés et des RTT, à imposer des horaires de coupé, des semaines bien au-delà des 48 heures et cela sans en référer à qui que ce soit. Cette situation n'a d'ailleurs souvent rien à voir avec le Covid.

Cela permet à la direction de faire tourner en mode dégradé les unités sans avoir à embaucher du personnel. Car la politique de santé, elle, n'a pas changé : nous faire travailler plus et réduire les effectifs au maximum.

Un super directeur

On apprend, grâce à *l'Entonnoir*, que le directeur du GHT, qui comprend déjà un nombre inimaginable de structures, est également directeur par intérim de « Solidarité Doubs handicap » et qu'à ce titre il est amené à gérer le camping de Chalezeule et « Doubs plaisance tourisme ».

Bientôt on apprendra qu'il gère Conforama et But. Après tout ce n'est pas très différent depuis des années : restreindre le personnel pour augmenter la rentabilité. Que l'on soit dans le public ou le privé, les objectifs sont identiques.

Une idée de ce qui nous attend

Au Calypso, il n'y a plus de médecin psychiatre pour s'occuper des patients. Comme si cela ne suffisait pas, la direction a diminué l'effectif soignant. Elle qui nous parle parfois de qualité des soins, on voit que cela ne la préoccupe pas vraiment sauf lorsqu'il s'agit de nous faire culpabiliser pour travailler plus.

Et puis pas de risque que les patients du Calypso interpellent la presse !

Les médias : pas vraiment un rôle d'information

Au Colombier, des journalistes devaient venir faire un reportage sur la structure et le travail en psychiatrie. Ces journalistes s'intéressaient également aux invités au festin. Dès le début, on a senti que l'enjeu était de mettre ces deux structures en parallèle, alors que nous n'avons ni les mêmes fonctions ni le même public. Car pour ceux qui nous gouvernent, le but est de favoriser des associations en dehors des hôpitaux, non pour étoffer l'offre de soin, mais pour trouver un prétexte pour diminuer les budgets des hôpitaux psychiatriques.

Finalement, nous nous sommes mis d'accord pour parler de l'évolution de la psychiatrie et du manque de moyens et là, surprise, ils ont décidé d'aller ailleurs !

Tour de passe-passe vaccinal

Castex et Macron se vantent de leur gestion de la crise sanitaire, mais contrairement à ce qu'ils prétendent, la campagne de vaccination patine. Car le gouvernement refuse de contraindre les laboratoires pharmaceutiques à accélérer la production de vaccins.

Cela n'empêche pas les ministres de parler d'un « passeport vaccinal », qui permettrait de voyager, ou d'aller au cinéma selon d'autres, qui changent d'avis le lendemain.

Entretemps, pour parvenir à se faire vacciner, il faut surtout des passe-droits… ou attendre que ça se passe.